

VATICAN-Religion

Le pape a canonisé dimanche sept personnes, dont deux Français et un Argentin

AFP

(CITÉ DU VATICAN/Italie)

Le pape François a canonisé dimanche sept personnes dont deux Français - une carmélite décédée en 1906 et un frère assassiné durant la Révolution française - ainsi qu'un très populaire curé argentin qui a dédié sa vie aux exclus.

Ces personnalités vont rejoindre la liste des milliers de saints reconnus au fil des siècles. Seule femme canonisée, la Française Elisabeth de la Trinité est une jeune carmélite contemplative née en 1880 près de Bourges (centre de la France) et décédée à 26 ans d'une maladie. Musicienne de talent, Elisabeth Catez entre au carmel à Dijon (centre-est) à l'âge de 21 ans, après avoir vaincu les réticences de sa mère qui la poussait à mener une vie mondaine. Cette mystique a écrit plusieurs centaines de lettres à ses proches, un journal intime, des poèmes, quatre traités spirituels, mais aussi une prière au "Dieu Trinité" trouvée dans ses papiers après sa mort et aujourd'hui traduite dans une cinquantaine de langues.

"Avec son langage spontané, elle a mis toute son

ardeur dans sa vocation et peut parler aux personnes à la recherche de l'intimité avec Dieu", résume l'archevêque de Dijon, Mgr Roland Minnerath.

Elle doit sa béatification au miracle touchant une enseignante de religion belge, qui a affirmé avoir été subitement guérie d'une maladie orpheline à son arrivée au carmel de Dijon. •**MASSACRÉ À L'ÉPÉE** Davantage en prise active avec la société, le Français Salomon Leclercq, également canonisé dimanche, avait rejoint les Frères des écoles chrétiennes, une congrégation laïque vouée à la formation des jeunes, souvent défavorisés.

Né à Boulogne-sur-Mer (nord) dans une famille de marchands, Guillaume Nicolas Louis Leclercq (1745-1792) devient professeur à 23 ans et prononce ses vœux à 27 ans. Devenu Frère Salomon, il s'occupera des novices, dirigera un grand complexe éducatif de 1.000 étudiants, enseignera les mathématiques et deviendra secrétaire personnel du supérieur général de sa congrégation (fondée en 1682 par le Français Jean-Baptiste de La Salle).

Puis la Révolution, anticléricale, éclate. Il refuse de prêter serment en faveur



Photo : AFP

Une vue de la place Saint Pierre hier avec les tableaux sur lesquels figurent des canonisés.

de la Constitution civile du clergé. Il sera arrêté en août 1792 avec d'autres religieux "réfractaires" et enfermé dans le couvent des Carmes de Paris. Le 2 septembre, avec 188 autres ecclésiastiques, il est massacré à l'épée. Tous ces martyrs ont été béatifiés en 1926 par le pape Pie XI. 224 ans après sa mort, "il donne une leçon d'une grande intégrité et de loyauté", au sacrifice de sa vie, estime Frère Rodolfo Cosimo Meoli qui a défendu sa cause. Le Vatican a reconnu dans son dossier le caractère "inexpliqué" de la guérison d'une fillette vénézuélienne de cinq ans mordue par un serpent.

•**CURÉ GAUCHO** Deux religieux italiens - Lodovico Pavoni (1784-1849) et Al-

fonso Maria Fusco (1839-1910) - ayant consacré leurs vies à l'éducation des jeunes indigents ou enfants abandonnés ont également été canonisés dimanche.

Très populaire dans son pays, le curé José Gabriel Brochero (1840-1914) est devenu le premier saint né et mort en Argentine. Surnommé "le curé gauchiste" circulait à dos de mule dans les montagnes près de Buenos Aires. C'est son portrait sur un âne qui trônait d'ailleurs dimanche sur le parvis de la basilique Saint-Pierre. Aveugle, mort de la lèpre, "ce pasteur à l'odeur de brebis s'est fait pauvre parmi les pauvres", estime le pape argentin. Présent à la canonisation, le président argentin Mauricio Macri a été reçu par le

pape samedi pour un entretien privé au Vatican, l'occasion d'aborder des thèmes chers au pontife comme la lutte contre la pauvreté.

Seul laïc canonisé, le Mexicain Jose Luis Sanchez del Rio (1913-1928), martyr de la persécution anticatholique a été tué cruellement à l'âge de 14 ans, dans la guerre sanglante des "Christeros" (soulèvement de paysans catholiques contre un nouveau gouvernement anti-clérical à la fin des années 20).

Enfin, un évêque espagnol originaire de Séville devenu saint dimanche, Manuel Gonzales Garcia (1877-1940), a notamment créé la Congrégation des Missionnaires eucharistiques de Nazareth.

La "Congrégation pour la cause des saints", chargée au Vatican d'enquêter sur les futurs saints, a annoncé fin septembre un resserrement des règles de sa commission médicale, établies il y a 40 ans. Seuls trois groupes différents d'experts pourront se prononcer sur une guérison miraculeuse, alors que ce nombre était auparavant illimité. A l'avenir, les honoraires des experts-médecins seront aussi clairement chiffrés dans un souci de transparence.

A travers l'Afrique

•NIGER-Enlèvement-Jihadiste

Les jihadistes du Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) ont "probablement" enlevé l'Américain Jeffery Woodke dans la région de Tahoua (ouest du Niger), a déclaré à l'AFP le ministre de l'Intérieur nigérien Mohamed Bazoum.

"On pense que c'est le Mujao. Nous avons suivi les ravisseurs quand ils ont franchi la frontière malienne. Ceux-ci se sont dirigés vers la région de Menaka (est du Mali), près de la frontière nigérienne, une zone contrôlée par le Mujao. Il a été probablement enlevé par le Mujao ou bien il aurait été livré au Mujao par ceux qui l'ont enlevé", a affirmé à l'AFP M. Bazoum, joint au téléphone depuis Abidjan.

•AFSUD-Politique-Corruption

Le parti sud-africain des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale) a annoncé dimanche avoir porté plainte contre la riche famille Gupta, soupçonnée de corruption et d'exercer une influence politique sur le président Jacob Zuma.

"L'EFF a porté plainte contre le syndicat du crime dirigé par les Gupta. La plainte concerne des cas de corruption, vol, fraude, blanchiment d'agent et racket", précise un communiqué du parti de Julius Malema.

La plainte a été déposée contre treize personnes ou entreprises, dont les trois frères Gupta, Duduzane Zuma l'un des fils du chef de l'Etat et Mosebenzi Zwane le ministre des Mines réputé proche de la fratrie d'origine indienne.

Le monde en bref

•FRANCE-Manifestation-Homosexualité

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche à Paris pour demander l'abrogation de la loi sur le mariage homosexuel trois ans après son adoption en France et défendre la famille traditionnelle, à six mois de l'élection présidentielle.

Ils ont été 24.000 selon la police, 200.000 selon les organisateurs, à défilé dans les quartiers bourgeois de l'ouest de Paris.

Une banderole proclamant "en 2017 je vote pour la famille" ouvrirait le cortège composé aussi bien de parents avec enfants que de personnes âgées, qui répondaient à l'appel du mouvement "La manif pour tous".

•KOWEÏT-Politique-Parlement

L'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmed Al-Sabah, a dissous par décret dimanche le Parlement du pays pétrolier du Golfe en invoquant une conjoncture régionale "délicate" et "des défis sécuritaires", a rapporté l'agence officielle Kuna.

Cette décision a été annoncée au lendemain de l'appel du président du Parlement Marzouk al-Ghanem à des élections anticipées pour relever les défis économiques et sécuritaires auxquels le Koweït est confronté. En vertu de la Constitution, des élections anticipées devront être organisées dans un délai de deux mois après la dissolution de la Chambre.

SYRIE-USA-GB-CONFLIT

L'EI défaite dans une ville symbole, rencontre des Occidentaux à Londres

AFP

(BEYROUTH/Liban)

Des rebelles soutenus par la Turquie ont infligé une défaite dimanche au groupe Etat Islamique (EI) en Syrie en s'emparant de Dabiq, ville proche de la frontière turque, qui a une forte portée symbolique pour les jihadistes.

Ce revers de l'EI survient au moment où le secrétaire d'Etat américain John Kerry tente dimanche à Londres de relancer avec les Européens les efforts pour mettre fin à la guerre en Syrie où les bombardements se poursuivent sans relâche, notamment sur la partie rebelle de la ville septentrionale d'Alep.

Le conflit qui a débuté après la répression de manifestations prodémocratie par le régime du président syrien Bachar al-Assad en 2011 a fait plus de 300.000 morts. Il implique aujourd'hui des acteurs syriens et internationaux ainsi que des groupes jihadistes.

"Les rebelles ont pris Dabiq après le retrait de la localité des jihadistes de l'EI", a affirmé l'Observatoire syrien

des droits de l'homme (OSDH) qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre.

Le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane a précisé que les rebelles ont aussi capturé Soran, une localité mi-troyenne.

Un des groupe rebelles, l'Union Fastaqim, a confirmé sur Twitter que Dabiq était tombée "après de violents combats avec Daech", acronyme arabe de l'EI.

L'agence de presse officielle turque Anadolu a indiqué que neuf rebelles ont été tués et 28 blessés dans les combats samedi. Des sources au sein des services de sécurité ont indiqué à l'agence que les opérations vont se poursuivre.

Cette défaite a une forte portée symbolique pour les jihadistes car selon une prophétie de l'Islam, menacée par une horde d'infidèles, l'armée des musulmans est décimée mais finit par triompher dans la cité syrienne de Dabiq.

Le territoire tenu par l'EI en Irak et en Syrie se réduit comme peau de chagrin. Son "califat" qui s'étendait sur 90.800 km2 début 2015 se li-

mite aujourd'hui à 68.300 km2, selon la firme américaine IHS.

Depuis le début des opérations en août, les rebelles soutenus par la Turquie se sont emparés de 1.130 km2 de territoire syrien, selon Anadolu. Les régions prises étaient auparavant aux mains des milices kurdes et de l'EI. Malgré cette défaite de l'EI, la guerre en Syrie continue de plus belle, notamment entre le régime du président Bachar al-Assad et ses alliés et les insurgés.

•**ALEP TOUJOURS SOUS LES BOMBES** Les quartiers rebelles d'Alep ont de nouveau été visés dimanche matin par d'importants raids aériens, selon un correspondant de l'AFP.

L'OSDH a fait état de frappes sur les quartiers d'Al-Sukkari, de Hanano et de Bustan al-Qasr ainsi que de tirs de roquettes des rebelles sur les zones tenues par le régime. Selon l'agence de presse officielle syrienne Sana, deux femmes ont été tuées et seize personnes blessées dans une de ces zones.

Samedi la première rencontre, à Lausanne (Suisse) entre M. Kerry et son homologue

russe Sergueï Lavrov depuis le début de l'offensive russo-syrienne sur les quartiers rebelles d'Alep, n'a donné aucun résultat concret, même si M. Kerry a évoqué de "nouvelles idées".

Les Etats-Unis, la Russie, l'Iran, l'Irak, le Qatar, la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Turquie ont pris part aux discussions dont les Européens étaient les grands absents.

M. Kerry rencontrera dimanche à Londres ses homologues britannique et français Boris Johnson et Jean-Marc Ayrault. L'Allemagne et l'Italie pourraient aussi être représentés.

•**ZONE DE 'NON-BOMBARDEMENT'** A Londres, Boris Johnson va proposer selon, le Sunday Times, citant des sources proches du ministre, la création de "zones de non-bombardement" à Alep. Le chef de la diplomatie britannique entend convaincre ses partenaires occidentaux de mettre plus de pression sur le régime de Damas et son allié russe.

Cela impliquerait des frappes militaires ciblées sur des installations du régime si celui-ci continue à viser des

objectifs civils comme des hôpitaux.

Depuis l'échec du dernier cessez-le-feu fin septembre, l'offensive russo-syrienne contre la partie d'Alep tenue par les rebelles a tué plus de 370 personnes, essentiellement des civils, selon l'OSDH. Le régime et son allié russe déclarent bombarder ces quartiers pour éliminer les "terroristes", principalement les jihadistes du groupe Fatah al-Cham (ex-Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda).

Boris Johnson a provoqué la fureur de Moscou cette semaine en appelant à protester devant l'ambassade de Russie à Londres.

En attendant, Moscou ne donne aucun signe d'atténuation de son soutien au régime de Damas.

La Russie a proposé une sortie sécurisée de la ville pour les rebelles, et l'ONU a présenté un plan visant à faire sortir d'Alep les combattants de Fatah al-Cham.

Mais l'opposition et ses soutiens craignent que sous couvert d'évacuer les combattants, le régime et Moscou ne veuillent forcer une reddition complète.